

HAÏTI

Journée internationale de solidarité avec le peuple haïtien

Index AI : AMR 36/002/2004

EFAI

Jeudi 15 janvier 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

De nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) haïtiennes vont se mobiliser aujourd'hui pour attirer l'attention sur le combat du peuple haïtien en faveur du respect de ses droits humains fondamentaux. Ces organisations vont aussi appeler la communauté internationale à respecter ses engagements.

En solidarité avec les ONG haïtiennes, Amnesty International demande une nouvelle fois qu'il soit mis fin à toutes les atteintes aux droits humains en Haïti et exhorte la communauté internationale à aider les institutions du pays à rétablir un climat favorable au respect des droits fondamentaux de tous les Haïtiens.

« Les menaces qui pèsent sur les droits humains en Haïti, tant de la part de la police, qui réprime brutalement des manifestations, que de la part des militants politiques, qui emploient la violence contre ceux qu'ils considèrent comme des opposants, sont les plus graves que nous ayons constatées depuis le retour à la démocratie en 1994 », a déclaré Amnesty International.

« En outre, nous sommes extrêmement préoccupés par le risque de voir le pays s'engager dans l'engrenage d'une violence politique de plus en plus grave et généralisée, qui compromettrait encore davantage les droits fondamentaux », a souligné l'organisation.

De récents événements montrent qu'il est de plus en plus difficile pour les principales institutions chargées de protéger les droits, à savoir les autorités judiciaires et les forces de police, d'agir en toute indépendance et avec impartialité. Dernièrement, Daméus Clamé Ocnam, jeune magistrat du parquet qui travaillait pour les tribunaux de Port-au-Prince, a annoncé depuis son lieu d'exil qu'il avait fui Haïti pour ne pas avoir à décerner de mandats d'arrêt contre des dirigeants de l'opposition.

De même, alors que la mission de l'Organisation des États américains en Haïti a félicité la Police nationale d'Haïti pour l'efficacité de son travail de contrôle des foules pendant les manifestations du week-end dernier, des informations sur des manifestations ultérieures indiquent que la violence entre les militants de camps opposés continue de faire des victimes parmi les citoyens ordinaires.

Parallèlement, la liberté d'expression reste menacée : mercredi, des hommes armés ont attaqué un local abritant plusieurs émetteurs, situé à l'extérieur de Port-au-Prince, interrompant la diffusion des programmes de sept stations de radio privées, ainsi que de stations de radio et de chaînes de télévision liées au gouvernement.

« En cette journée de solidarité internationale, Amnesty International appelle tous les acteurs haïtiens et internationaux à accorder une priorité absolue aux préoccupations relatives aux droits humains de tous les Haïtiens, et à travailler ensemble pour trouver une solution à l'impasse politique actuelle », a conclu Amnesty International. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>